



DANGER EN DETENTION

CP Villefranche S/S

30 janvier 2024

Le 23 janvier 2024 en service de nuit, s'est déroulé une opération anti-drone avec la police au sein de l'établissement. Ils ont interpellé trois télépilotes ainsi que quatre drones. Ils étaient en possession de plus de vingt colis. Le résultat de cette opération juste en une nuit nous laisse imaginer l'ampleur du trafic sur les 364 autres nuits de l'année.

Très certainement le résultat d'un largage de drone, c'est le 26 janvier, au bâtiment A rez-de-chaussée, où il a été découvert d'un couteau céramique d'environ vingt-deux centimètres avec le manche. Ce dernier était dissimulé dans le chariot de chauffe pour le repas.

C'est une véritable faillite sécuritaire au sein de l'établissement

Ce n'est pas la première fois que de telles armes sont découvertes dans notre structure. Il est encore plus inquiétant que ce couteau soit découvert sur un étage où résident des pensionnaires au profil psy les plus affolants, étage déjà gangrené par des règlements de compte à l'arme artisanale. Même étage sur lequel un collègue se fera agresser le 28 janvier par un détenu lors de la réintégration des promenades.

Avec des étages dignes d'un Apple store au vu du nombre d'Iphones découverts dans chaque cellule, il ne faudrait pas que la détention ne devienne de petites armureries alimentées par les survols quasi quotidien de drone.

L'UFAP UNSa Justice souligne encore une fois le travail accompli par les agents et félicite l'ensemble du personnel qui a permis la réussite de cette action collective.

Il est peu probable que cette opération anti-drone représente un frein à ce mode de livraison des plus lucratives.

L'UFAP UNSa Justice demande que ce genre d'opération soit renouvelé au tant que nécessaire !

**Il est temps que L'Administration mette en œuvre tous les moyens nécessaires afin
de préserver la sécurité de nos agents !
Les solutions existent !**

L'UFAP UNSa Justice exige que des caillebotis dignes de ce nom soient installés. Il est temps que de véritables moyens soient mis en place afin de lutter contre ce trafic qui génère son lot de violences, non seulement entre usagers, mais aussi envers les personnels. Nos pensionnaires sont déterminés à continuer leur trafic et eux, ne lésineront pas dans les moyens !

L'UFAP UNSa Justice ne peut fermer les yeux sur cette situation des plus alarmantes et demande une réaction immédiate de notre administration.

Pour l'UFAP UNSa Justice de Villefranche

P.MICHAELI, A.BACAR et C.LAGES